



Mission régionale d'autorité environnementale

Île-de-France

**Décision de la Mission régionale d'autorité environnementale
après examen au cas par cas dispensant de la réalisation d'une
évaluation environnementale la mise en compatibilité par
déclaration d'utilité publique (projet d'aménagement forestier
de la plaine Pierrelaye-Bessancourt) du plan local d'urbanisme
de Méry-sur-Oise (95),
en application de l'article R.104-28 du code de l'urbanisme**

n°MRAe 95-026-2018

La Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France,

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001, du Parlement européen et du Conseil, relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.104-1 à L.104-8 et R.104-28 à R.104-33 ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le schéma directeur de la région Île-de-France (SDRIF) approuvé par décret n°2013-1241 du 27 septembre 2013 ;

Vu le schéma régional de cohérence écologique (SRCE) d'Île-de-France adopté par arrêté n°2013294-0001 du 21 octobre 2013 ;

Vu les arrêtés des 12 mai 2016, 19 décembre 2016, 16 octobre 2017, 17 avril 2018 et 28 juin 2018 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la décision du 12 juillet 2018 de la Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France, portant exercice de la délégation prévue à l'article 17 du décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, abrogeant la décision du 2 mars 2017 sur le même objet ;

Vu le plan local d'urbanisme (PLU) de Méry-sur-Oise approuvé le 12 décembre 2016 ;

Vu la demande d'examen au cas par cas relative à la mise en compatibilité par déclaration d'utilité publique du PLU de Méry-sur-Oise, reçue complète le 14 septembre 2018 ;

Vu la délégation de compétence donnée par la Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France à son président pour le présent dossier, lors de sa réunion du 27 septembre 2018 ;

Vu la consultation de l'Agence régionale de santé d'Île-de-France et sa réponse en date du 15 octobre 2018 ;

Vu la consultation des membres de la Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France faite par son président le 31 octobre 2018 ;

Considérant que la procédure de mise en compatibilité par déclaration de projet du PLU de Méry-sur-Oise vise à permettre l'aménagement forestier de la plaine de Pierrelaye-Bessancourt, qui n'entraîne pas l'ouverture à l'urbanisation d'espaces naturels, agricoles et forestiers, et qu'elle consiste notamment à :

- faire évoluer le classement des secteurs concernés par le projet aujourd'hui classés en zones agricoles (A) et naturelles (N) vers une zone (Nf) permettant l'aménagement forestier ;
- attribuer des règles spécifiques au secteur d'aménagement forestier Nf fondées sur le règlement de la zone N ;

- déclasser environ 2 400 m² d'espaces boisés classés (EBC) afin de permettre la création d'aires de stationnement et de cheminements ;

Considérant que le déclassement des EBC est d'ampleur très limitée et qu'il n'aura donc pas d'effet notable sur des boisements existants ;

Considérant que, en application des orientations du SDRIF avec lequel le PLU devra être compatible, les dispositions du PLU en vigueur relatives à la « zone non aedificandi [de 50 mètres de large] en lisière des massifs boisés de plus de 100 ha » devront être actualisées pour tenir compte des boisements que le projet objet de la présente procédure prévoit de créer ;

Considérant, au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne publique responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, que la mise en compatibilité par déclaration d'utilité publique du PLU de Méry-sur-Oise n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation environnementale de certains plans et programmes ;

DÉCIDE

Article 1er :

La mise en compatibilité par déclaration d'utilité publique du plan local d'urbanisme (PLU) de Méry-sur-Oise n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R.104-28 du code de l'urbanisme, ne dispense pas des obligations auxquelles le PLU peut être soumis par ailleurs.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de PLU de Méry-sur-Oise mis en compatibilité est exigible si les orientations générales de ce document d'urbanisme viennent à évoluer de manière substantielle.

Article 3 :

En application de l'article R.104-33 du code de l'urbanisme, la présente décision sera jointe au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public.

Pour la Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France,
son président délégué,



Jean-Paul Le Divenah

Voies et délais de recours

La décision dispensant d'une évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours direct, qu'il soit administratif, préalable au contentieux et suspensif du délai de recours contentieux, ou contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte autorisant, approuvant ou adoptant le plan, schéma, programme ou document de planification.